

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Rose-Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"L'initiative d'adaptation pour l'Afrique lancée en juin 2015, dont le Gabon est l'un des principaux promoteurs, constitue l'une des réponses permettant de coordonner les efforts déployés en matière d'adaptation face aux changements climatiques".

Camélia Ntoutoume-Leclercq, ministre de l'Éducation nationale :

"Nous avons à cœur de valoriser tous les examens pour encourager les différents candidats, mais aussi avec une démarche qui vise à démontrer que nous sommes pour une éducation inclusive comme nous le recommandons le chef de l'État".

Hermann Kamonomono, directeur général de la Société nationale immobilière (SNI) :

"Le but n'est pas de déguerpier qui que ce soit. Nous voulons juste procéder à la régularisation des parcelles de ces compatriotes (Ndlr : parcelles sises à Bikelé). Leur permettre d'avoir un titre foncier pour sécuriser leurs biens".

Serges Mickala Moundanga, président du Syndicat national des personnels de santé (Synaps) :

"Nous invitons les personnels de santé à reprendre l'usage de la fiche de la Cnamgs qui aujourd'hui, est la seule garantie de l'accès aux soins pour tous".

Hervé Patrick Opiangah, président du Syndicat national des agriculteurs et aviculteurs du Gabon (Synaeg) :

"Les mesures du gouvernement sont louables, pour freiner la propagation de l'épidémie de grippe aviaire. Seulement, l'application des interdictions devrait se faire au cas par cas. Il y a parmi les fermes celles qui observent des mesures de biosécurité".

Marie-Florentine Ndembet, présidente de Cri de Cœur contre le harcèlement en milieu scolaire (CCHS) :

"Tous les enfants ont droit à l'éducation, à la santé... Selon le code de l'enfant en République gabonaise n° 008/2018 du 8 février 2018 en son article 84, notre État protège notamment contre les atteintes sexuelles, l'exhibition sexuelle, le harcèlement sexuel..."

Gabon-Guinée équatoriale : Ossouka Raponda émissaire d'Ali Bongo Ondimba

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN marge du 15e sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) auquel elle a pris part, à Malabo, du 27 au 28 mai dernier, la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a été reçue en audience par le chef d'État de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, à qui elle a remis un message de son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba.

Elle s'est félicitée de l'excellence des relations existant entre leurs deux pays, sous-tendue par la convergence de vues que les deux chefs d'État ont sur un certain nombre de problématiques, sous-régionales, régionales et internationales. Illustration de la solidarité de l'axe Libreville-Malabo.

Ceci étant, samedi dernier, les chefs d'État et de gouvernements ont planché, au cours de leurs travaux, sur le "terrorisme et les changements anticonstitutionnels de régimes sur le conti-



Phase de l'échange entre le chef de l'État équatoguinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, et la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda.

ment". Rose Christiane Ossouka Raponda y a vu "une opportunité pour les États membres de l'UA d'accentuer les efforts déployés en faveur de la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent".

"Il faut agir avec davantage d'en-

train dans la phase de prévention, gestion et de règlement des conflits, en questionnant les outils dont disposent l'UA et les Communautés économiques régionales (CER) afin de mieux assister les pays dans le traitement à la racine des maux et

lors de la survenance des signes précurseurs", a-t-elle indiqué. Dans tous les cas, au cours de ces assises, le Gabon a réitéré son attachement à la résolution pacifique des conflits et à la paix, gage de stabilité et de prospérité pour les peuples africains.

La Semaine Péril en la demeure

LA diplomatie était en bonne position dans l'actualité de la semaine qui s'est achevée hier. Outre les émissaires de ses homologues tchadien et soudanais que le chef de l'État a reçus, il y a eu également le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) qui s'est tenu à Malabo en Guinée équatoriale. Assises auxquelles la Première ministre a participé, au nom du président de la République. Cette dernière a par ailleurs été reçue par le numéro un équatoguinéen à qui elle a remis un message du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Sur un tout autre plan, l'actualité de la semaine dernière a également été marquée par l'ouverture de la session ordinaire de la Cour criminelle. On notera que la première audience s'est déroulée en l'absence des avocats. On sait que depuis le 10 mars dernier, ceux-ci ont pris la décision de suspendre leur participation aux audiences de la Cour criminelle, suite à l'incarcération de l'un d'eux à la maison d'arrêt de Port-Gentil pour une affaire d'escroquerie supposée...

L'autre rendez-vous enregistré dans l'actualité des sept derniers jours, est la rencontre entre le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou et les représentants des organes de presse. Des échanges qui s'inscrivent dans le cadre du "forum de la presse" qu'il a initié depuis plusieurs mois. Occasion pour le leader du PSD de revenir sur le congrès provincial de son parti. Des assises tenues à Mékambo dans la province de l'Ogooué-Ivindo,

et en marge desquelles le PSD a enregistré de nouvelles adhésions. Comme d'habitude, l'ancien vice-président de la République a également commenté l'actualité. Non sans revenir sur la situation critique de la CNSS et de la Cnamgs.

Une situation pour le moins déplorable et inquiétante qui a été à l'origine d'une séance de travail autour du président de la République et à laquelle ont pris part le ministre de la Santé et des Affaires sociales, et sa collègue du Budget. Outre les instructions données par le chef de l'État de payer les prestations et les salaires, on retient de cette rencontre que les principaux outils de la politique sociale sont malades. Il y a même péril en la demeure si on s'en tient aux différents diagnostics posés par les acteurs...

D'aucuns prédisent déjà le pire si rien de solide n'est entrepris aussi bien sur le plan financier que structurel. S'agissant de la CNSS particulièrement, les partenaires sociaux ont évalué le coût à 500 milliards de F CFA. L'État a-t-il les moyens de supporter une telle charge financière aujourd'hui ? Là est toute la question.

Parlant des causes de ces situations, il y a sans doute des responsabilités à dégager et à sanctionner. Il faut également avoir ce courage-là !

ONDOUBA'NTSIBAH